

RÉCIT

Partir ou rester en France, le débat qui agite la French Tech

Entre l'instabilité politique et les potentielles évolutions fiscales, de plus en plus d'entrepreneurs se posent la question de quitter le territoire. Mais iront-ils jusqu'au bout ? L'issue du débat budgétaire va compter.



Selon le Private Wealth Migration Report 2024 de Henley & Partners, 128.000 millionnaires ont changé leur résidence fiscale l'an dernier. (Photo Alexandra Bonnefoy/REA)

Par **Charlie Perreau**

Publié le 20 oct. 2025 à 17:33 | Mis à jour le 20 oct. 2025 à 18:14



Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article

« Aujourd'hui, je dis aux jeunes entrepreneurs qu'il vaut mieux quitter la France. » Ce conseil, relayé dans « Le Figaro », est sorti de la bouche d'Eric Larchevêque, cofondateur de la star française des cryptos Ledger. L'entrepreneur, aussi membre du jury de « Qui

veut être mon associé ? » sur M6, réagissait il y a quelques semaines à la taxe Zucman (impôt plancher de 2 % pour toute personne détenant 100 millions d'euros) **qui a fait grincer des dents une partie de la French Tech.**

La fin du gouvernement Bayrou et l'imbroglia autour de l'équipe Lecornu ont, sans grande surprise, agacé l'écosystème des start-up. Une question est omniprésente dans les discussions entre entrepreneurs, investisseurs et autres acteurs du secteur : « Faut-il oui ou non rester en France ? »

« C'est un des sujets principaux qu'on a traités cette année. Les entrepreneurs sont dans l'incertitude, se posent des questions », raconte Anice Chlagou, directeur général du multifamily office Letus. « Il y a une recrudescence de demandes d'études de mobilité internationale, comme on dit dans le jargon », indique de son côté **Pierre-Marie de Forville, cofondateur d'iVesta**, autre multifamily office français.

Plus de départs aux Etats-Unis

Parmi les destinations sollicitées, on retrouve l'Espagne, Dubaï et l'Italie, où un impôt forfaitaire à 200.000 euros a été mis en place. Selon le Private Wealth Migration Report 2024 de Henley & Partners, 128.000 millionnaires ont changé leur résidence fiscale l'an dernier. L'Italie était leur destination préférée avec l'arrivée de 2.200 super-riches, dont la plupart **ont choisi Milan.**

« Il y a eu un exode de malade. Milan, c'est le nouvel eldorado. Impossible de trouver une maison même quand tu as beaucoup d'argent », lâche un investisseur de la tech. Mais pour **Pierre-Marie de Forville, d'iVesta**, cet exode ne concerne pas les entrepreneurs de la tech. « Ce sont des gens qui ont plutôt 50 ans et plus. Pas des startupeurs de 30-40 ans, qui sont en pleine phase de développement de leur business. »

LIRE AUSSI :

- **ZOOM - Impôts : ces bons réflexes pour votre patrimoine face aux futurs durcissements fiscaux**
- **DECRYPTAGE - Les entreprises de plus en plus frileuses face à l'instabilité politique**

En revanche, certains banquiers, family offices et avocats constatent plus de départs aux Etats-Unis. « Ce n'est pas tant le fait de quitter la France, même si le climat politique actuel n'est pas favorable, voire anxiogène, mais plutôt d'aller conquérir ailleurs »,

souligne Jean de La Rochebrochard, associé chez Kima Ventures, le family office de Xavier Niel qui investit dans deux start-up par semaine. Les Etats-Unis restent le marché de prédilection pour les start-up qui s'internationalisent, en particulier celles qui éditent des logiciels pour entreprises.

Mais s'implanter dans le pays de l'Oncle Sam n'est pas chose aisée. « Je n'ai pas vu une seule personne dire : 'Je vais venir parce que c'est la catastrophe en France.' Les gens viennent aux Etats-Unis en ce moment parce qu'il y a un changement de paradigme, notamment dans l'IA. Venir aux Etats-Unis, c'est quand même un 'move' [déplacement, NDLR] qui est très compliqué. Moi, j'ai failli mourir dix fois », raconte Raphaëlle d'Ornano, avocate basée à New York.

Pas de départs en masse

Le family office iVesta vient d'ailleurs [d'ouvrir un bureau à New York](#). Une coïncidence ? « Il n'y a aucun rapport avec la situation actuelle en France. Ça fait deux ans qu'on a pris la décision. C'est là où il y a le plus de Français fortunés, après la France, tout simplement. C'est aussi basique que ça », précise **Pierre-Marie de Forville**.

Globalement, les experts interrogés n'anticipent pas des départs en masse dans les semaines à venir. « Tout le monde se pose la question. Mais appuyer sur le bouton, c'est une autre affaire. Il n'y a pas autant de demandes que de départs réels », indique Anice Chlagou. « La réalité, c'est qu'on a vu très peu de mouvements d'expatriation », ajoute de son côté Nicolas Hubert, directeur général de la banque privée Milleis.

LIRE AUSSI :

- **EN CHIFFRES** – « Une hémorragie lente qu'il faut surveiller comme le lait sur le feu » : ces diplômés de grandes écoles qui partent travailler à l'étranger
- **RECIT** – « Tu vas transformer la France en prison fiscale » : le débat électrique entre Philippe Aghion et Gabriel Zucman devant les patrons de start-up

Mais pour certains, il faut tout de même attendre l'adoption du budget 2026, qui pourrait impacter les entrepreneurs comme une potentielle taxe sur le patrimoine financier des holdings. « Je ne serais pas surpris pour le coup si des choses se confirment dans le sens d'une taxation des entrepreneurs, qu'on ait des conséquences plus négatives que lors des annonces de dissolution ou d'instabilité politique », estime Nicolas Hubert.

De quoi rappeler l'arrivée de François Hollande au pouvoir en 2012, notamment la super-taxe sur les hauts revenus ou encore la réforme sur l'imposition des plus-values qui avait donné lieu au mouvement des « pigeons ». « C'est là où il y a une grosse date de départs », se remémore **Pierre-Marie de Forville**, qui souligne qu'à l'époque il s'agissait uniquement d'un « arbitrage fiscal ».

« Aujourd'hui, c'est un arbitrage, que j'appelle, existentiel. L'entrepreneuriat français n'est pas perçu comme une priorité du gouvernement et ce n'est pas reconnu du tout dans la société, ce n'est donc pas valorisant », poursuit le dirigeant, qui précise que « tous les entrepreneurs ont envie de rester en France. » « Ils sont tous foncièrement patriotes, ils n'ont pas envie de partir », abonde Anice Chlagou.

Charlie Perreau

THÉMATIQUES ASSOCIÉES

Xavier Niel

Espagne

Italie



Cet article vous a intéressé ?

En tant qu'abonné, chaque mois, vous pouvez offrir jusqu'à 5 articles payants à vos contacts. Cliquez sur le  en haut de l'article.

